

Unité départementale du Val-de-Marne  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 25/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SPVM**

Route des Darses  
94290 Villeneuve-Le-Roi

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PRAU/2025/FM/N°300GR  
Code AIOT : 0006506542

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement SPVM implanté Route des Darses 94290 Villeneuve-le-Roi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'un exercice POI/PPI

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPVM
- Route des Darses 94290 Villeneuve-le-Roi
- Code AIOT : 0006506542
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Il s'agit d'un dépôt de stockage et de distribution de liquides inflammables utilisés pour les transports ou pour le chauffage, comprenant une unité de récupération de vapeur et une alimentation par pipeline.

Il relève des rubriques ICPE suivantes :

Rubriques	Intitulé simplifié	Volume d'activité	Régime en vigueur
1434-2	Installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service, de liquides inflammables	-	A
4511-2	Produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	106 tonnes	DC
4734-2.a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	48724 tonnes	A

Depuis le 1er juillet 2013, l'ex GIE Groupement Pétrolier du Val-de-Marne (GPVM), qui datait de 1989, est devenu la Société Pétrolière du Val-de-Marne (SPVM), société en actions simplifiées (sas).

La SPVM s'est créée à partir des anciens dépôts MOBIL et ESSO existants qui dataient respectivement de 1930 et 1950.

Le dépôt pétrolier à Villeneuve-le-Roi est soumis au régime de l'autorisation et classé Seveso "Seuil Haut" par application de la règle du dépassement direct du seuil haut de la rubrique 4511 au sens de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement. Il est soumis à un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) approuvé le 20 juillet 2016.

Les activités de l'établissement sont encadrées par arrêté préfectoral du 24 septembre 1991 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 12 août 1993 (information des populations), 31 mai 1995 (sirène), 19 octobre 1998 (défense contre l'incendie DCI et récupération des COV), 9 février 2010 (actualisation des moyens de défense incendie) et 21 septembre 2012 modifié le 26 novembre 2013 (réaffectation de bacs).

L'établissement est également notamment soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 [NOR : DEVP1025848A] et à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées Seveso.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice annuel du POI	AP Complémentaire du 09/02/2010, article 1, Condition II-3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice a été réalisé conjointement avec plusieurs services de l'État et des collectivités, dont la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris, la préfecture, et les services de police. La commune a été impliquée et représentée en cellule de crise. Les moyens de défense contre l'incendie du site ont été mis en eau. L'exploitant maîtrise la chaîne d'alerte et le déclenchement des scénarios de défense contre l'incendie.

L'inspection a constaté la mise en retrait de l'exploitant lors de la prise en main de la gestion de l'événement par les secours extérieurs. Il convient qu'il maintienne sa position de référent

technique, notamment pour faire entendre son point de vue et partager ses connaissances dans les points de situation.

La salle de gestion de crise est dotée de moyens intéressants (plans, magnets, etc.), dont certains ont été mis en place pour répondre à des besoins exprimés par les secours extérieurs lors d'exercices précédents, qui méritent d'être utilisés et valorisés.

Le dépôt étant en activité lors des exercices, un rappel des règles de sécurité élémentaires du dépôt doit être assuré pour chaque intervenant déployé sur site lors de l'exercice.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exercice annuel du POI

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2010, article 1, Condition II-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant procède à un exercice POI au moins annuellement avec le personnel de l'établissement et la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP). L'inspection des installations classées est informée au moins 1 mois à l'avance de la date retenue pour l'exercice annuel POI. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a été informée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Les principales observations formulées à l'issue de l'exercice sont détaillées ci-dessous au sein du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## 2-5) Informations complémentaires

### 2-5-1) Scénarisation initiale de l'exercice (convention d'exercice)

Le projet de scénario prévu dans le cadre de la préparation à l'exercice était le suivant :  
(éléments donnés à titre indicatif)

#### Scénario

L'accident simulé trouve sa source par la fuite d'un piquage de 10 pouces de la robe du bac 202 contenant de la base essence RBOB qui se répand dans la cuvette E et prend feu instantanément.

L'exercice démarre avec le signallement de la rétention en feu. Il n'est pas prévu de jouer de levée de doute.

Le vent est du Nord.

Une pollution inexpliquée de la darse (suite à défaillance du barrage SPVM) est prévue, ainsi que la prise en charge de salariés PAPREC ne pouvant être évacués par l'avenue de la Pierre Fitte, en raison du flux thermique retenu pour l'exercice.

### Données

Les données de l'exercice fournies par SPVM et nécessaires à l'établissement de la stratégie de défense contre l'incendie :

- Niveau du bac TK202 au moment de l'incident : 9000 mm (soit 2800 m<sup>3</sup>, environ 400m<sup>3</sup>/m).
- Surface des bacs 201/202/203/204 : 1143 m<sup>2</sup>
- Surface à éteindre : 2867 m<sup>2</sup> (surface totale 4010 m<sup>2</sup>) ;
- la fuite se trouve à 800 mm de hauteur (haut du piquage) ;
- il resterait environ 400 m<sup>3</sup> de produit dans le bac après recouvrement de la fuite ;
- La cuvette se remplit à 1373 m<sup>3</sup>/h, ce qui permet un recouvrement de la fuite en 1h45.

### Parties prenantes

Les parties prenantes potentiellement impactées par un sinistre, identifiées lors de la planification de l'exercice, sont les suivantes :

Exploitant SPVM, Préfecture, Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris (BSPP), Direction territoriale de la sécurité de proximité (DTSP), Direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC), DRIEAT UD94, Agence régionale de santé (ARS), Parquet de Créteil, Éducation nationale, commune de Villeneuve-le-Roi, SEDIF, Eau de Paris, Aéroport de Paris (ADP).

L'ensemble de ces parties prenantes n'a pas été impliqué lors de l'exercice.

### Déroulé prévisionnel:

- 13h00 : prépositionnement des moyens en ZDI (zone de déploiement initial), situé Avenue de la Haute Seine, à l'angle avec la rue des Carrières Morillon à Villeneuve-le-Roi.
- 13h15 : prépositionnement au COD des officiers de liaison pour les services concernés,
- 13h20 : sécurisation de la zone d'exercice par la police municipale de Villeneuve-le-Roi (avant prise de relai DTSP).
- 13h30 : début d'exercice ;
- 14h15 : activation COD + PPI + déclenchement DOPC.
- 14h30 : détection de la pollution aquatique.
- 17h30 : Fin d'exercice.
- 18h00 : reprise de la circulation dans la zone.

### Objectifs

SPVM	DRIEAT/UD94
<ul style="list-style-type: none"><li>• Tester l'organisation POI/PPI</li><li>• Tester la coordination DOI/COS</li><li>• Tester la procédure de mobilisation de l'entreprise mandatée pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Tester l'organisation DRIEAT</li><li>• Faire monter en compétences sur la gestion de crise</li></ul>

L'exercice visait notamment à :

- tester la mise en place du barrage flottant installé à demeure à l'embouchure de la darse sur le fleuve ;
- vérifier les possibilités d'évacuation de personnes pouvant être situées au moment du sinistre sur des sites dont l'évacuation par l'avenue de la Pierre Fitte est empêchée car située dans les zones d'effets d'un incendie se produisant au sein de la cuvette E.

### **2-5-2) Déroulement effectif de l'exercice**

In fine, le scénario s'est globalement déroulé selon les conditions prévues.

L'exercice a débuté vers 13h26 et s'est terminé en PCO (poste de commandement opérationnel) vers 15h42. Un compte-rendu à chaud a été fait à l'exploitant par la BSPP et l'inspection à la fin de l'exercice.

La BSPP a déployé des moyens de lutte contre l'incendie. Les équipements internes (pompes, tuyauteries, couronnes/déversoirs à mousse, poteaux incendie) de l'établissement ont été mis en eau.

Les alarmes de l'établissement ont été déclenchées :

- alarme POI, peu après le début de l'exercice ;
- alarme PPI, à la demande de la préfecture. Celle-ci était parfaitement audible au sein de l'établissement.

Les fiches scénarios POI concernées par le scénario sont (liste non exhaustive):

SC3 (feu de cuvette E) ;

POL23 (perte de confinement de bac) ;

POL26 (épandage sur la darse) ;

L'inspection n'a pas procédé à un examen approfondi de l'ensemble de ces fiches.

### 2-5-3) Main courante de l'exercice – inspecteur observateur sur site SPVM

Chronogramme relevé sur téléphone cellulaire à mise à jour automatique.

Heure	Évènement / Commentaire
<b>13:26</b>	<b>Début exercice</b> Lancement du scénario d'extinction par l'opérateur SPVM. Répartition de la gestion des rôles pour gérer la crise.
<b>13:27</b>	<b>Appel aux secours extérieurs.</b>
<b>13:28</b>	<b>La sirène POI retentit.</b>
<b>13:30</b>	<b>Le résultat de comptage pour l'évacuation du personnel est communiqué en salle de contrôle.</b> Aucune personne de l'établissement n'est considérée comme manquante.
<b>13:32</b>	<b>Le Directeur des opérations internes (DOI) demande la vérification de la hauteur de produit contenu dans le réservoir.</b> L'objectif est d'évaluer si la fuite est alimentée ou non, et estimer le cas échéant le débit de fuite correspondant. <b>L'opérateur indique qu'une fuite est possible sur le réservoir 201.</b>
<b>13:34</b>	<b>L'opérateur rectifie l'information concernant la possibilité d'une fuite du réservoir 201, ne constatant pas de baisse de niveau, et vise le réservoir 202.</b>
<b>13:35</b>	<b>Le DOI demande le positionnement du gardien près de la grille d'accès afin d'accueillir les secours extérieurs.</b>
<b>13:38</b>	<b>L'opérateur confirme une fuite du réservoir 202.</b>
<b>13:40</b>	<b>Le DOI sollicite l'alerte des sociétés riveraines, par téléphone, dont PAPREC, pour les informer des risques et solliciter l'évacuation</b>
<b>13:42</b>	<b>Le DOI sollicite l'appel téléphonique de l'inspection des installations classées.</b>
<b>13:43</b>	<b>Le DOI appelle la préfecture.</b>

Heure	Évènement / Commentaire
	Il ne sollicite pas de basculement en PPI, ne précise pas avoir alerté le voisinage mais indique l'appel aux secours extérieurs.
13:48	<b>Arrivée de la BSPP sur site.</b> Le DOI donne les 1ères informations : quels sont les moyens fonctionnels, quels sont les réservoirs protégés. <b>Observation 1 : A l'arrivée des services de secours sur site, il aurait pu être judicieux de s'appuyer sur le plan de site disposé à proximité pour illustrer les informations communiquées et permettre aux secours extérieurs de s'approprier l'établissement.</b>
13:51	<b>Point de situation interne à la cellule de gestion de crise exploitant</b> État des lieux sur le sinistre en cours, sur les moyens et la prise en charge d'éventuelles victimes.
14:08	<b>Arrivée sur site du Commandant des Opérations de Secours (COS)</b> Point de situation s'appuyant sur des données chiffrées de l'évènement.
14:12	<b>(convention d'exercice) Le DOI considère que la situation échappe à son contrôle. Il demande auprès du COS un passage en gestion PPI.</b>
14:17	<b>L'information d'une reprise en main « PPI » de l'évènement n'est pas confirmée en cellule de crise exploitant.</b> Il y a des difficultés à déterminer si l'information de perte de maîtrise par l'exploitant a été remontée en COD. <b>Observation 2 : il convient que l'exploitant s'assure de la bonne transmission des informations au sein de la chaîne de secours, y compris lorsque les différents intervenants sont absorbés dans les « tâches courantes » de gestion de crise. Pour rappel, le déclenchement de la sirène PPI, audible par la population environnante et constituant la 1ère alerte, relève généralement de la compétence du préfet, sauf en cas de danger immédiat (arrêté préfectoral n°2025-00362 du 31 janvier 2025).</b>
14:20	<b>Signalement par le DOI auprès du COS de la présence d'hydrocarbures en darse, au-delà du barrage flottant permanent détenu par l'exploitant.</b>
14:28	<b>Confirmation en salle de gestion de crise du basculement en PPI.</b> La sirène retentit (+ 16 min par rapport à l'indication initiale)
14:34	<b>De potentiels effets de l'incendie (notamment les fumées) sur l'aéroport d'Orly sont examinés.</b>
14:50	<b>Arrivée sur site du bureau de contrôle missionné par l'exploitant pour réaliser les 1<sup>ers</sup> prélèvements environnementaux.</b>
14:53	<b>Arrivée sur site d'un représentant du cabinet du préfet.</b>
15:17	<b>Point de situation COS/préfecture</b> Le DOI n'intervient pas. <b>Observation 3 : l'exploitant est encouragé à participer aux divers points de situation, y compris, le cas échéant, pour signaler n'avoir rien à ajouter. L'objectif est de continuer à assumer sa responsabilité en ce qui concerne la gestion et la mise en sécurité de ses installations, et la fourniture des informations techniques circonstanciées nécessaires à la bonne réalisation des opérations de secours.</b>
15:30	<b>Lancement des opérations d'extinctions.</b> Estimation de l'impact de l'incendie sur la circulation aérienne et fluviale.

Heure	Évènement / Commentaire
15:36	Arrivée sur site d'un inspecteur de l'environnement ICPE.
15:42	Fin d'exercice au PCO.

#### 2-5-4) Constats complémentaires

Les estimations de fuites et de débit de fuites se sont appuyées sur des données obtenues par téléjaugeage des réservoirs, directement accessibles par un ordinateur installé en cellule de crise.

Sur question de l'inspecteur observateur, l'exploitant a indiqué que le dispositif pourrait être non opérationnel lors d'un sinistre, du fait d'une potentielle destruction des équipements techniques associés (notamment les câbles électriques).

Les stratégies d'interventions des secours extérieurs comprennent notamment le calcul de la durée de recouvrement de la fuite, si celle-ci est alimentée. Ce calcul donne notamment un délai cible pour la réunion des moyens nécessaires (moyens d'aspersion et émulseurs le cas échéant) afin de lancer l'opération d'extinction.

**Observation 4 : l'inspection recommande à l'exploitant d'envisager des solutions de repli permettant le cas échéant d'évaluer la durée de recouvrement d'une fuite alimentée en cas de dysfonctionnement du téléjaugeage. Cette observation est valable y compris après le passage à « l'autonomie » du dépôt.**

Les plans disponibles en salle de gestion de crise ne proposent pas une vue élargie de l'environnement du site. En particulier, un plan montrant l'implantation de l'aéroport d'Orly et de ses pistes n'est pas disponible. Des questions des secours extérieurs ont porté sur la localisation de cet enjeu pendant l'exercice.

**Observation 5 : Mettre à disposition ou afficher en salle de gestion de crise un plan élargi de l'environnement permettrait de renseigner plus efficacement les secours extérieurs présents au PCO sur les enjeux particuliers susceptibles d'être impactés par un sinistre (Aéroport, usine d'eau potable), et pourrait également servir à établir et visualiser la stratégie de prélèvements environnementaux.**

Lors de l'appel à la société PAPREC, l'exploitant a recommandé l'évacuation du site, sans connaître spécifiquement les modalités de réalisation de cette opération (point de regroupement, consigne d'évacuation du site le cas échéant, etc). En cas d'exécution, les salariés de la société extérieure pourraient alors s'exposer au risque et se mettre en danger.

**Observation 6 : l'inspection recommande à l'exploitant de se cantonner à la transmission des informations essentielles lors de l'alerte aux sociétés riveraines afin de permettre à chacune de réaliser une mise en sécurité adaptée à la situation de dangers rencontrée (incendie/flux thermique/fumée, risque de formation d'UVCE, etc.)**

**Le cas échéant, il conviendrait que l'exploitant échange au préalable, avec chacune des sociétés tierces, sur les potentielles situations de dangers pouvant les impacter, recueille leurs modalités d'évacuation ou de mises en sécurité, afin d'émettre au besoin des recommandations à ce sujet.**

Les pompiers ont regretté lors du débriefing à chaud ne pas pouvoir matérialiser sur un plan l'état de fonctionnement des moyens de défense contre l'incendie (couronnes de protection, canons, boîtes à mousse, etc.)

Pourtant, le plan principal du site affiché en salle de gestion de crise, disposé sur un tableau aimanté, permet de placer ce type d'information par des aimants prévus à cet effet. Des informations complémentaires peuvent être ajoutées manuellement avec des feutres effaçables.



Après l'exercice, plusieurs intervenants extérieurs impliqués dans l'exercice (joueurs ou observateurs) se déplaçaient dans l'établissement en respectant partiellement les règles de sécurité en vigueur, notamment en contrevenant à l'interdiction d'utilisation du téléphone dans certaines zones.

Le nombre d'acteurs présents lors des exercices rend le contrôle des règles de sécurité difficile à maintenir.

**Observation 7 : l'inspection rappelle que les règles de sécurité fixées par l'exploitant doivent être connues de tous les interlocuteurs déployés sur site au moment de l'exercice. À cette fin, elle recommande :**

- à l'exploitant de s'assurer de la communication de ces règles sous une forme appropriée et compatible avec la cinétique de l'exercice (affichage spécifique, remise rapide d'un flyer), pour informer chaque intervenant pénétrant sur site pendant l'exercice ;
- à l'exploitant de rappeler les conditions de sécurité en introduction du débriefing à chaud réalisé à l'issue de l'exercice ;
- à l'exploitant, lors des réunions de planification de l'exercice, avec le SIDPC, d'insister sur les règles de sécurité usuelles du site, afin que l'information puisse être transmise à chaque intervenant impliqué le jour J par leurs hiérarchies.